

Le 29 août 2005

Décentralisera, décentralisera pas...

La Conférence régionale des élus déchanté concernant les promesses de décentralisation du gouvernement Charest.

Dans une longue lettre envoyée au Premier ministre Charest en début d'été, le président de la CRÉ, Bertrand Berger, juge plus que navrants les résultats obtenus jusqu'à présent. Il affirme que les fonctionnaires provinciaux font fi des recommandations régionales pour la modulation de certains programmes. Bertrand Berger affirme même que les outils qui pourraient assurer le développement de la Gaspésie ne cessent de diminuer. Il donne comme exemple le Fond de diversification de l'économie et le Programme de soutien aux petites entreprises qui ne seront pas renouvelés.

La réponse du Premier ministre est arrivée quelques jours plus tard et aurait pu tenir sur une carte postale. Il mentionne qu'il prend bonne note des préoccupations de la Conférence régionale des élus et qu'il fera suivre le dossier à ses collègues concernés.

Bertrand Berger affirme que sur le strict plan politique le Premier ministre a tout intérêt à user de son influence pour faire avancer les choses.

Malgré tout, le président de la CRÉ dit espérer beaucoup de la visite de Jean Charest prévue pour le 19 septembre. Il croit toujours aux promesses Libérales.

Projets de deuxième et troisième transformations

Les industriels devront trouver des débouchés pour les sous-produits du feuillu avant d'ébaucher tout projet de transformation de cette matière en Gaspésie.

À l'origine, les projets de transformation du feuillu visaient à désenclaver un volume de 100 mille mètres cubes de matière ligneuse.

Le président de la Conférence régionale des élus, Bertrand Berger, explique que la surabondance de produits dérivés sur le marché, consécutive à la fermeture de la Smurfit Stone, force le comité attaché à cette question, à élargir ses objectifs.

Le comité devra donc analyser la problématique à partir de ces nouvelles données.

La forêt publique pourrait fournir annuellement un volume de 170 mille mètres cubes de feuillu dur. Selon les estimations, la forêt privée pourrait ajouter environ 75 mille mètres cube à ce volume.

Une rencontre avec les industriels forestiers aura lieu mercredi afin de discuter de la

meilleure façon d'utiliser cette ressource. La CRÉ invite les entreprises à élaborer des projets concernant les produits dérivés et des projets de deuxième et troisième transformations. La région recommandera au ministre Corbeil d'allouer les volumes de bois disponibles aux projets qui seront les plus satisfaisants.

Consensus chez les élus

L'idée de ré-instaurer la prime d'éloignement pour les résidents de la Gaspésie fait consensus parmi les élus de la région.

Après les MRC de Bonaventure, Avignon et du Rocher-Percé, la Conférence régionale des élus, la CRÉ, vient de passer une résolution afin de mener ce projet à bon port.

Bien que tous s'entendent pour dire que la pente sera difficile à remonter, l'idée de ramener cette prime sous une forme ou une autre, fait son chemin. Le préfet de la MRC de Bonaventure, Jean-Guy Poirier, affirme que la ministre Nathalie Normandeau avait demandé un consensus régional. Selon lui, c'est fait.

La ministre Normandeau se dit très ouverte à l'idée. Elle mentionne que plusieurs alternatives se présentent. Selon elle, une compensation offerte sous forme de mesures fiscales incitatives est une avenue intéressante à explorer.

Selon la ministre, la situation économique exceptionnelle de la Gaspésie pourrait justifier le retour d'une compensation financière.

Des attaques qui ne font pas avancer le débat

Nicole Appleby digère difficilement les attaques publiques concernant sa gestion des problèmes relatifs à la fermeture de l'usine Smurfit Stone.

La semaine dernière, le préfet de la MRC Bonaventure, Jean Guy Poirier, affirmait que la crise était gérée de façon passive. Nicole Appleby n'a pas apprécié ce commentaire. Elle affirme que ce genre d'attaque n'apporte rien de neuf au débat.

Vendredi, la Conférence régionale des élus a lancé un appel au calme et à la solidarité. Pendant la réunion, c'est François Roussy de la Commission jeunesse qui a tenté de calmer le jeu. Il affirme que les nombreux coups durs infligés à la Gaspésie ne se régleront pas par des solutions individuelles ou des tiraillements sur la place publique.

Les autorités de la Ville de New Richmond rencontreront à nouveau les dirigeants de la Smurfit Stone en septembre. Il sera question du compte de taxes, des infrastructures, d'un fond de soutien pour les entreprises existantes et des questions relatives aux terrains appartenant à la compagnie.

Versement de 10 000 \$ pour avoir plus d'étudiants étrangers dans la région

Mise à jour le lundi 29 août 2005, 9 h 06 .

Radio-Canada

[Les étudiants réunionnais lors de leur arrivée à Rimouski \(archives\)](#)

La Conférence régionale des élus (CRÉ) de la Gaspésie et des Îles verse 100 000 dollars au Cégep de la Gaspésie pour favoriser l'accueil d'étudiants étrangers.

Cette année, la région reçoit dix jeunes de l'Île de la Réunion qui viennent étudier, pour une durée de trois ans, dans divers programmes techniques à Gaspé et à Carleton.

Le président de la CRÉ, Bertrand Berger, souligne que cette expérience contribue à développer un savoir-faire dans l'accueil d'étudiants étrangers. Cela favorise également la consolidation de la clientèle de certains programmes, notamment en maintenance industrielle, en tourisme d'aventure et en éducation spécialisée.

Les activités d'accueil consistent à organiser le transport à partir de Montréal, accompagner les étudiants à travers les nombreuses formalités, les installer dans leurs lieux d'hébergement et mettre sur pied des actions d'intégration. Ces activités sont assumées financièrement par le Cégep et la CRÉ.

La fermeture de l'usine Smurfit Stone hante la réunion de la CRE

Mise à jour le vendredi 26 août 2005, 17 h 13 .

Radio-Canada

Réunis à Carleton pour leur rencontre mensuelle, les membres de la Conférence régionale des élus se sont particulièrement penchés sur les conséquences de la fermeture de la cartonnerie de New Richmond au début du mois.

En plus des pertes d'emplois, la fermeture de l'usine oblige les élus à revoir leur stratégie sur la mise en valeur du feuillu.

Le président de la Conférence régionale des élus, Bertrand Berger rappelle qu'un représentant de Smurfit Stone était membre du comité: « Il suivait l'affaire de très près, mais avec la fermeture, ça change tout. »

Le comité du feuillu doit maintenant réorienter son plan d'action et dénicher de nouveaux marchés à court et à moyen terme pour les sous-produits du bois comme les copeaux, la sciure et les résidus de planage produits dans la région.

À l'origine, le comité du feuillu a été formé pour trouver un marché pour les 170 000 mètres cubes de feuillus non exploités de la forêt publique gaspésienne.

Le mandat du comité du feuillu est maintenant plus large et son nom pourrait changer pour celui de comité du bois.

En effet, sa priorité sera maintenant de sauver l'industrie de la première transformation. « Ce n'est pas utile de parler de la deuxième et troisième transformation si la première ne peut pas survivre », commente Bertrand Berger.

Le développement de la transformation du bois ne sera pas négligé pour autant puisque la CRE prévoit embaucher à l'automne un agent attitré au développement de cette industrie.

Mise en valeur de la forêt

Cette année, plus de 3,6 millions de dollars seront disponibles en Gaspésie et aux Îles dans le cadre du deuxième volet du programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier.

Dans l'ensemble de la région, quelque 80 projets seront financés avec ce budget.

L'objectif de ce programme, géré localement par la CRE, est de créer des emplois et de contribuer au développement social et économique de la région.

D'autre part, les élus accueillent favorablement la proposition du préfet de la MRC de Bonaventure, Jean-Guy Poirier, pour le rétablissement de la prime d'éloignement pour les entrepreneurs accordée par les gouvernements provincial et fédéral.

Jean-Guy Poirier estime que cette prime inciterait les entrepreneurs à s'établir davantage en Gaspésie, et particulièrement dans la Baie-des-Chaleurs. Le gouvernement fédéral sera interpellé en premier lieu.